Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Risques-sanitaires-des-lignes-a

6 février 2006

Risques sanitaires des lignes à très haute tension

Propos recueillis par Cyril FOLLIOT.

Ferme expérimentale toujours en attente

François Dufour est le porte-parole de la Confédération paysanne en Basse-Normandie. Il travaille depuis plus de dix ans sur l'implantation d'une ferme expérimentale à Saint-Laurent-de-Terregatte. Ce week-end se tenait à Granville l'assemblée générale du réseau "Sortir du nucléaire". En plein débat sur l'implantation d'un second couloir de lignes à très haute tension (THT) dans la Manche, les éleveurs s'inquiètent des dangers sanitaires pour leurs animaux. Entretien avec François Dufour, porte-parole de la Confédération paysanne de Basse-Normandie.
Quels risques sanitaires laisse planer l'implantation d'un second couloir de lignes à très haute tension dans le département ?

Les seules études dont nous disposons datent des années 70 et nous viennent du Canada. Cependant, plusieurs suivis vétérinaires ont montré qu'une trop longue exposition aux champs électromagnétiques basse fréquence et aux courants parasites entraîne des troubles comportementaux chez les animaux. Mort subite des porcs, stress, avortement de vaches et de truies, et ce aussi bien en Bretagne qu'en Normandie.

Aussi militez-vous pour l'implantation d'une ferme expérimentale.

On se bat pour l'établissement d'une structure qui serait à même de mesurer ces influences sur le long terme. Cette ferme expérimentale serait basée à Saint-Laurent-de-Terregatte, dans le canton de Saint-James, à proximité de deux lignes de 400 000 volts. Des équipes des Instituts nationaux de recherche agronomique (Inra) de Rennes et Nantes étudieraient le comportement des animaux.

Où en est le dossier ?

Lors de la réunion publique du 29 novembre dernier à Saint-Lô, M. Pin, du ministère de l'Agriculture, avait annoncé que le ministre Dominique Bussereau relancerait le Groupe permanent sur la sécurité électrique (GPSE) dès le début du mois de janvier. Les négociations avaient été interrompues en 2001. Aujourd'hui, nous sommes en février et nous attendons toujours.